

27 mars
2025

Éthiopie-Somalie : une paix sous patronage turc

Élisa DOMINGUES DOS SANTOS
Lise LESIGNE

Élisa Domingues Dos Santos est doctorante et chercheuse associée à l'Ifri.

Lise Lesigne est chargée de projet pour le Centre Afrique subsaharienne à l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des autrices.

ISBN : 979-10-373-1025-5

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © montage Ifri
d'après des photos de
Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Élisa Domingues Dos Santos et Lise Lesigne,
« Éthiopie-Somalie :
une paix sous
patronage turc »,
Éditoriaux de l'Ifri, Ifri,
27 mars 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Après une année de tensions dans la Corne de l'Afrique, 2024 s'est conclue par un apaisement diplomatique entre l'Éthiopie et la Somalie, ouvrant l'année 2025 sur des perspectives politiques régionales encourageantes. Le 11 décembre 2024, les chefs d'État éthiopien et somalien, Abiy Ahmed et Hassan Cheikh Mahmoud (HCM) ont en effet signé à Ankara, sous l'égide de Recep Tayyip Erdogan, une déclaration commune mettant fin à une année de tensions diplomatiques entre Addis-Abeba et Mogadiscio. L'origine de ce différend remonte à la signature le 1^{er} janvier 2024, d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) entre l'Éthiopie et le Somaliland.

Les causes du différend

Abiy Ahmed, Premier ministre de l'Éthiopie depuis 2018, soucieux des défis liés à l'enclavement de son pays, aspire à sécuriser un nouvel accès maritime alternatif au corridor reliant le port de Djibouti dont l'économie éthiopienne dépend. Il s'est tourné vers le Somaliland, perçu comme un partenaire potentiel, en raison de son statut ambigu.

Le Somaliland, État *de facto* qui a élu en novembre 2024 son nouveau président, Abdirahman Mohamed Abdullahi¹ (surnommé Cirro), a proclamé son indépendance en 1991 à l'occasion de la chute du régime de Siad Barré à Mogadiscio². Pourtant, cet État situé au nord-ouest de la Somalie, qui bénéficie d'une position géographique avantageuse, n'a reçu aucune reconnaissance internationale. En effet, avec ses

850 kilomètres (km) de côtes le long du golfe d'Aden en mer Rouge et sa proximité avec le détroit de Bab-el Mandeb, l'un des couloirs maritimes les plus fréquentés du commerce mondial, le Somaliland offre des atouts tant sur le plan commercial que militaire. De surcroît, son port commercial de Berbera a été modernisé depuis 2016 grâce aux investissements réalisés par la société émiratie DP World³.

Dans ce contexte, l'Éthiopie et le Somaliland ont officiellement annoncé en janvier 2024, la conclusion d'un protocole d'accord qui prévoit de confier 20 km de côte somalilandaise à l'Éthiopie lui permettant ainsi un accès à la mer et au port commercial de Berbera. En contrepartie, l'Éthiopie s'est engagée à reconnaître l'indépendance du Somaliland. Ce protocole évoque également la possibilité de l'établissement d'une base militaire éthiopienne sur cette côte. La reconstitution d'une marine éthiopienne est en effet au cœur de la stratégie régionale d'Abiy Ahmed.

L'escalade et le risque de régionalisation du conflit

Ces dispositions constituent une ligne rouge pour la Somalie qui considère le Somaliland comme une région autonome faisant partie intégrante de son territoire. Mogadiscio considère ainsi cet accord comme une menace directe à son intégrité territoriale.

Le premier pic de tensions est intervenu lorsque Mogadiscio et Addis-Abeba ont interrompu leurs relations diplomatiques en avril 2024, laissant craindre l'éclatement d'un conflit ouvert, avec un risque de régionalisation élevé. Mogadiscio a appelé au départ des troupes éthiopiennes de la Somalie. Certaines étaient stationnées dans le cadre de la Mission de transition de l'Union africaine (ATMIS) et très actives dans la lutte contre le groupe terroriste Al Shabbab. D'autres sont déployées dans les régions de Ghedo, Hiran, Bai et Bako⁴. L'Égypte⁵ s'est rangée du côté de la Somalie et a affrété un avion chargé d'armes et de munitions vers Mogadiscio⁶. Le Caire a affirmé sa volonté d'envoyer des forces armées terrestres dans le cadre de la nouvelle Mission de paix de l'Union africaine (AUSSOM) en Somalie, et a concrétisé ce rapprochement par la signature d'un accord de coopération militaire avec Mogadiscio.

En octobre 2024, les chefs d'État somalien, égyptien et érythréen, réunis lors d'un sommet tripartite à Asmara en Érythrée, ont affirmé

leur positionnement régional face à l'Éthiopie. L'Éthiopie éprouve quant à elle des difficultés à obtenir du soutien, notamment de son allié émirati, pourtant principal investisseur au Somaliland, qui pourrait tirer profit de l'établissement d'un corridor entre Berbera et Addis-Abeba. Djibouti, soucieux de préserver sa place privilégiée d'entrée et de sortie du commerce éthiopien⁷, a proposé de mettre à disposition le port de Tadjourah. De son côté, le Kenya, préoccupé par la stabilité régionale, a tenté une médiation en avril 2024, qui s'est soldée par un échec⁸. Les autres appels portés par les organisations régionales, UA et IGAD (Intergovernmental Authority on Development), ont également été rejetés par la Somalie, le poids de l'Éthiopie au sein de ces instances pourrait expliquer cette défiance.

Une paix dans l'intérêt de la Turquie

C'est finalement en Turquie que les négociations ont débuté en juillet 2024 entre la Somalie et l'Éthiopie. Après six mois d'efforts de médiation turcs, les chefs d'État des deux pays de la Corne ont signé à Ankara, le 11 décembre 2024 une déclaration commune qui, loin d'entériner la fin de la crise, consacre un apaisement diplomatique. Si l'Éthiopie et la Somalie se sont engagés à respecter leur souveraineté mutuelle, les contours de la collaboration entre les deux pays restent encore flous. Les négociations bilatérales, prévues dans le cadre de la déclaration de paix ont débuté en février 2025, encore une fois sous le patronage de la Turquie, qui entend capitaliser sur ce succès diplomatique pour sécuriser ses intérêts économiques et stratégiques dans la région.

Sollicité directement par le Premier ministre éthiopien, le choix de la Turquie est le résultat de l'établissement de relations étroites tant avec l'Éthiopie qu'avec la Somalie. Portés par un plan d'ouverture à l'Afrique lancé en 2003, les engagements turcs dans la Corne se concrétisent véritablement à partir de 2011, lorsque la Turquie intervient en Somalie et met en place une aide humanitaire alors que le pays est traversé par une grave famine. Réorganisé ensuite en une assistance technique de renforcement des capacités de l'État et en aide au développement, l'activisme de la Turquie sur le terrain somalien a progressivement gagné tous les secteurs de la société et de l'économie somaliennes. De son côté, l'Éthiopie, en plus d'avoir reçu

près de trois milliards de dollars d'investissements⁹ de la Turquie, est devenue depuis 2021 un client de son industrie d'armement¹⁰.

La diplomatie turque sort renforcée de cet exercice de médiation et s'est assurée une position privilégiée dans la suite des négociations qui portent principalement sur des accords commerciaux, dont la mise à disposition d'un port supplémentaire pour le commerce éthiopien sur la côte somalienne. Les entreprises turques sont déjà avantageusement positionnées sur les marchés éthiopien et somalien. L'entreprise Albayrak a rénové et gère actuellement le principal port de Somalie, à Mogadiscio. Malgré d'importantes difficultés, l'entreprise Yapi Merkezi pourrait reprendre la construction d'un chemin de fer dans le nord de l'Éthiopie, suspendue depuis la guerre dans le Tigray (2020-2022).

Depuis le mois de janvier 2025, différentes réunions et rencontres se sont tenues en Turquie¹¹, en Éthiopie¹² et en Somalie¹³. Sans avancée majeure, ces réunions visent à élaborer des coopérations bilatérales autour d'infrastructures commerciales qui doivent améliorer l'intégration économique entre les deux pays. Toutefois, les modalités restent imprécises, notamment concernant le statut de ces infrastructures ; quelques heures après le départ d'Abiy de Mogadiscio le 27 février dernier, le ministre des Affaires étrangères somalien Ali Bal'ad a précisé à la télévision somalienne que les négociations ne concernaient pas *l'attribution* d'un port à l'Éthiopie sur les côtes somaliennes mais *l'utilisation* d'un port somalien (éventuellement Mogadishu, Garacad, Hoby, Barawe, Kismayo) et des investissements pour améliorer la connectivité entre les deux pays¹⁴.

Par ailleurs, cette réconciliation éthio-somalienne ne règle pas d'autres dossiers conflictuels de la région instrumentalisés au cours de la crise. Fin février, la Somalie a confirmé la participation de troupes égyptiennes (1 091 soldats) au sein de la nouvelle Mission de paix de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM) alors que le dossier du GERD (Grand barrage de la Renaissance éthiopienne) continue d'alimenter les tensions entre l'Égypte et l'Éthiopie. Plus inquiétante, la récente escalade des tensions entre Addis-Abeba et Asmara menace de plonger l'ensemble de la région dans un nouveau conflit.

Le Somaliland apparaît comme le laissé-pour-compte de cet accord où la promesse de reconnaissance par l'Éthiopie, issue du MoU, n'est à aucun moment évoquée. Reste à voir si ce dernier pourra tirer profit

du nouveau président des États-Unis, Donald Trump qui a manifestement un intérêt particulier pour le Somaliland¹⁵, à défaut de s'intéresser au reste du continent.

-
1. « L'opposant Abdirahman Mohamed Abdullahi, dit "Irro", élu président du Somaliland », *Le Monde*, 19 novembre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.
 2. L. Lesigne, « Éthiopie-Somaliland : impact régional d'une alliance stratégique » in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2025. Entre puissances et impuissance*, Paris, Ifri/Dunod, 2024.
 3. M. Harper, « Cette nation africaine qui adore Donald Trump », BBC, disponible sur : www.bbc.com.
 4. « Éthiopie-Somalie : les troupes éthiopiennes s'emparent des aéroports de la région de Ghedo pour empêcher la livraison d'armes égyptiennes », *Nova.news*, 10 septembre 2024, disponible sur : www.agenzianova.com.
 5. É. Domingues Dos Santos, « Géopolitique du Nil », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2024. Un monde à refaire*, Paris, Ifri/Dunod, 2023.
 6. H. Mechaï, « Tensions. En livrant des armes à la Somalie, l'Égypte s'oppose frontalement à l'Éthiopie », *Courrier international*, 25 septembre 2024, disponible sur : www.courrierinternational.com.
 7. Plus de 80 % du commerce extérieur éthiopien transitent par Djibouti.
 8. « Éthiopie-Somalie : sources de presse, Djibouti et Kenya mènent la médiation sur le différend pour l'accès à la mer », *Nova.news*, 15 avril 2024, disponible sur : www.agenzianova.com.
 9. Principalement dans les secteurs de la construction et du textile.
 10. Pour en savoir plus sur les relations entre la Turquie et la Somalie et entre le Turquie et l'Éthiopie, voir : <https://afriquexxi.info>.
 11. Le 18 février 2025, une première séance de négociations techniques s'est tenue à Ankara entre les ministres des Affaires étrangères de Somalie et d'Éthiopie.
 12. Le 16 février, Abiy Ahmed et HCM se sont rencontrés en marge de la 38^e réunion des chefs d'États de l'Union africaine à Addis-Abeba. C'était la deuxième rencontre de ce niveau après la visite de HCM à Addis-Abeba le 11 janvier 2025, entérinant la réconciliation diplomatique entre l'Éthiopie et la Somalie.
 13. Abiy Ahmed s'est rendu à Mogadiscio le 27 février 2025, disponible sur : www.reuters.com.
 14. « Somalia Will Grant Ethiopia Commercial Port Access, Not Ownership: Official », *Somali Guardian*, March 2025, disponible sur : somaliguardian.com.
 15. M. Harper, « Cette nation africaine qui adore Donald Trump », BBC, disponible sur : www.bbc.com.